



N° 8 – 18 septembre 2018

A la Une

Plan national de lutte contre la pauvreté

Le 13 septembre, le président de la République, accompagné de la ministre des Solidarités et de la Santé, a dévoilé sa [stratégie nationale de prévention de lutte contre la pauvreté](#). 8,5 milliards d'euros y seront consacrés sur quatre ans. Dans son [discours](#), Emmanuel Macron a décliné plusieurs mesures, allant du développement de l'accueil de la petite enfance sur tout le territoire à la création d'un fonds d'investissement social en passant par plusieurs volets consacrés à l'éducation, la formation, l'insertion et l'emploi. Une obligation de formation sera notamment mise en place dès la rentrée 2020 pour tous les jeunes jusqu'à 18 ans afin d'éviter des sorties du système scolaire après 16 ans sans formation ou sans emploi. Axe fort du volet formation de ce plan : l'extension de la Garantie Jeunes, qui bénéficiera à 500 000 jeunes, au lieu de 100 000 aujourd'hui ([Quotidien de la formation](#), 14 septembre). Consulter le [dossier de presse](#) du ministère des Solidarités et de la Santé.

PIC : une étude sur l'élaboration des plans régionaux 2019-2022

Alors que les Plans régionaux d'investissement dans les compétences (PRIC) doivent être établis d'ici l'automne prochain, le Groupe Amnyos propose une capitalisation des initiatives régionales et des recommandations visant à inspirer les travaux en cours sur les conventions pluriannuelles 2019-2022. L'[étude](#) explique la nécessité de mettre en place des actions spécifiques pour intéresser à la formation les personnes qui en sont éloignées, comme par exemple la création de réseaux de tiers de confiance pour stimuler l'appétence à la formation des jeunes des quartiers ou des chômeurs en zone rurale. Parmi les autres propositions suggérées par Amnyos en ce sens : la signature de partenariats avec les conseils départementaux ; la mise en place d'une « garantie d'emploi » avant d'entrer en formation, en particulier dans les métiers en tension et au-delà des actions de formation préalable au recrutement, limitées à 400 heures ; la sécurisation administrative et financière de l'étape formation du parcours (sécuriser les changements de statut au plan financier et des aides connexes...) ([Groupe Amnyos](#), 12 septembre).

Emploi – Formation

Un plan national pour une inclusion numérique

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du Numérique, a lancé le Plan national pour un numérique inclusif le 13 septembre à Nantes. Ce plan vise à lutter contre « l'illectronisme », terme désignant le manque de connaissances des outils et des contenus numériques. L'objectif est d'accompagner et de former 1,5 millions de personnes au numérique chaque année, par le biais de différents dispositifs, et grâce à un financement à hauteur de 100 millions d'euros sur plusieurs années, en provenance entre autres de l'Etat et de la Banque des territoires. L'illectronisme touche aujourd'hui 13 millions de Français, parmi lesquels 6,7 millions n'utilisent pas Internet ([La Gazette des Communes](#), 14 septembre).

Plan pénitentiaire : les mesures emploi-formation

La garde des Sceaux, Nicole Belloubet, a présenté le plan pénitentiaire visant à désengorger les prisons et aider à la réinsertion des détenus. Une agence de travail d'intérêt général et du travail en détention sera créée, afin de mobiliser les acteurs publics, le secteur associatif et les entreprises privées pour développer le travail en prison et en milieu ouvert. La formation professionnelle sera développée, en partenariat avec les Régions. L'Etat prendra en charge les coûts d'investissement et les Régions les coûts de fonctionnement ([Gouvernement](#), 12 septembre).

Nominations

Catherine Carradot est nommée responsable des partenariats à la direction de la formation professionnelle de la Caisse des dépôts et consignations (Bulletin Quotidien, 11 septembre).

Malika Bouchehioua est élue présidente de l'Agefiph, et succède à Anne Baltazar ([Agefiph](#), 11 septembre).

Esther Mac Namara, conseillère référendaire à la Cour des comptes, jusqu'alors rapporteure près de la Cour de discipline budgétaire et financière, a été nommée vice-président public and regulatory affairs de la société OpenClassrooms (Bulletin Quotidien, 13 septembre).

Europe – Régions

Stratégie européenne pour la jeunesse

Une rencontre informelle des ministres de la Jeunesse de l'Union européenne s'est tenue à Vienne le 3 septembre. Il était notamment question du renouvellement du programme Erasmus + et du corps européen de solidarité après 2020. Autre sujet discuté : la nouvelle stratégie européenne 2019-2027 en faveur de la jeunesse qui devrait être adoptée en novembre prochain par le conseil de l'UE ([Localtis](#), 10 septembre).

Via Compétences, le nouveau Carif-Oref Auvergne-Rhône-Alpes

Un peu plus d'un an après sa création, le Carif-Oref Auvergne-Rhône-Alpes change de nom et devient Via Compétences. A cette occasion, le site [Via Compétences](#) voit le jour. Ajouté à tous les nouveaux contenus, il intègre ceux du site pro.formationauvergne.com.

Un œil sur...

- [Tableau de bord de l'apprentissage artisanal - Edition 2018](#), Institut Supérieur des Métiers, septembre 2018
- [L'apprentissage au 31 décembre 2017](#), DEPP, septembre 2018
- [L'orientation en CAP par apprentissage ou par voie scolaire : profils des élèves à l'issue de la troisième](#), DEPP, septembre 2018



Rédaction Département Documentation : Emmanuelle Herpin, Stéphane Hérault, Laurence Le Bars,
Catherine Quentric, Brice Ravet, Xavier Vonkorad
ressources@centre-inffo.fr
©Centre Inffo 2018

Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions. Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession.